

NE LAISSONS PAS L'EXTRÊME DROITE RECUPERER LA COLERE SOCIALE ! PRENONS L'INITIATIVE !

A l'initiative de milieux populaires, une mobilisation contre la hausse de l'essence a rencontré un large succès sur les réseaux sociaux. Bien des jeunes ont relayé l'information.

La gauche syndicale et politique n'ayant pas d'autre projet contre Macron que des négociations de coulisses ou les élections européennes, n'a pas voulu se saisir de cette occasion pour porter la colère générale contre le pouvoir.

Du coup, cette initiative qui cristallise toutes les colères actuelles contre les attaques gouvernementales depuis le Code du travail jusqu'à la Sécurité sociale a été l'objet d'une tentative de récupération par l'extrême droite, depuis M. Le Pen jusqu'aux groupes fascistes de la police en passant par les jeunesses des LR, certains de ses représentants et N. Dupont-Aignan.

La CGT a dénoncé cette récupération dans un communiqué mais elle n'offre en alternative que le dialogue social avec un gouvernement qui ne négocie rien mais cogne fort ; Mélenchon n'a su que dire "faites ce que vous voulez" à ses partisans en n'offrant comme seule option que le bon bulletin de vote dans plusieurs mois aux élections européennes.

Contre le péril fasciste, seule la volonté affichée d'unifier l'exaspération populaire qui gonfle depuis des années par un plan de bataille clair et déterminé, un agenda des luttes qui ne se limite pas à des journées d'action saute-mouton sans suite, des combats professionnels dispersés ou des élections lointaines sans utilité, peut arrêter Macron et stopper la démagogie d'extrême droite.

Devant le danger qui se profile où l'extrême droite pourrait récupérer la colère sociale

et construire un véritable parti fasciste de rue, nous ne pouvons rester passifs et spectateurs : tirons les leçons du Brésil.

Il est encore temps de donner un sens à cette révolte sourde du 17 novembre en lui offrant le débouché d'un mouvement pour l'augmentation des salaires et des pensions car tous les prix augmentent et parce que l'exaspération est générale.

Contre Macron et sa politique de destruction de tous nos acquis et contre l'extrême droite qui se fiche totalement des classes populaires mais qui est capable de toutes les démagogues pour les diviser et les affaiblir encore plus au service du grand capital, l'heure n'est plus à l'attente mais à l'action : face à l'extrême droite, ne restons pas les bras croisés, prenons l'initiative.

IL FAUT UN PLAN DE BATAILLE COORDONNÉ POUR NOTRE CLASSE SOCIALE

Le Front Social regroupe des militants de différents syndicats, associations, groupes, partis, qui ont en commun d'être contre le Capital et la Finance. Il tente de regrouper et d'unifier toutes les résistances et toutes les luttes de notre classe.

Avec des secteurs en lutte (Postiers du 92, jeunes « sans fac », MacDo, livreurs de Deliveroo, travailleurs du CLAP, ...) **le Front Social**, la CGT Goodyear, la CGT Geodis Calberson IDF, Sud Commerce, des militants du Comité de Mobilisation du Travail social, et l'UNEF TACLE appellent syndicats, associations, fronts de luttes, partis, militants et individus à se retrouver le **10 novembre** pour débattre et décider ensemble d'un plan de lutte, d'une initiative et d'une politique alternative dans cette situation.

RENNES, SEVELNORD, POISSY... ET MULHOUSE ?

Le 1er novembre à l'usine Faurecia de Rennes qui fabrique ses sièges pour PSA Rennes, la CGT avait appelé à débrayer contre l'obligation de travailler ce jour férié. Les débrayages ont concerné 30 % des 240 salariés de l'usine Faurecia de Rennes.

Mardi 30 octobre, à l'usine PSA de Sevelnord, une vingtaine de travailleurs de peinture, embauchés et intérimaires, ont débrayé pour réclamer une prime et une augmentation d'effectifs.

Au secteur Habillage Portes du Montage PSA Poissy, la semaine dernière, plusieurs débrayages suivis par plusieurs dizaines de salariés embauchés comme intérimaires ont eu lieu pour réclamer des postes supplémentaires et une baisse de la vitesse de ligne.

Que ce soit chez les sous-traitants, équipementiers ou sur les autres sites du groupe, les problèmes et les revendications sont les mêmes. Un bon début pour qu'on s'y mette partout et tous ensemble !

DES GARANTIES POUR CEUX D'STPI !

Mardi 30 octobre une douzaine de salariés de la société STPI qui travaille aux vides et à la déchetterie du Montage ont débrayé pour la 2ème fois en quelques semaines pour réclamer le maintien de leurs emplois. Ils savent que le contrat entre STPI et PSA va s'arrêter prochainement mais ne savent toujours pas quand. Accompagnés de plusieurs délégués CGT de PSA, ils se sont rendus à l'entrée de la réunion du CE de PSA qui se tenait à ce moment-là pour réclamer des réponses et des garanties quant à leur avenir. Là ils ont pu se rendre compte que le donneur d'ordre PSA renvoie la balle à la direction de STPI et qu'il n'y a toujours pas de réponse quant à leur avenir. Mais les travailleurs de STPI ne sont pas prêts à se laisser faire et restent déterminés à ne pas en rester là.

LE TAVARESORIUS EN VOIE D'EXTINCTION ?

Le 17 octobre, Carlos Tavares était à Mulhouse. Il a sorti le grand jeu pour les cadres : « vous êtes des guerriers » « le site est embourbé par le bout d'usine » « vous ne gérez pas les incompetents » ! Il a même cité Darwin et l'évolution des espèces : « celles qui ne s'adaptent pas disparaissent ! »

Beau numéro de cirque de ce con pétant qui gagne 18 000 € par jour !

WELCOME

Peugeot soigne son image de marque humanitaire en s'offrant un article dans l'Alsace sur 9 migrants « accueillis » au Montage, dans l'espoir de décrocher un contrat en CDD. Ils sont « très motivés » écrit le journaliste. Parions qu'au bout de quelques semaines de travail, ils seront aussi motivés que nous tous à résister à l'exploitation qui nous broie.

HUMANISME ?

La direction a décidé de prêter un certain nombre de salariés usés et abîmés par des décennies de production à la société ISS. Ces salariés vont peut-être trouver des postes moins contraignants, mais on ne nous fera pas oublier que les responsables de leur état de santé sont les mêmes qui ont supprimé des postes labellisés, des secteurs aménagés de préparation et qui continuent à le faire.

INSÉCURITÉ PRÉMIUM !

Les risques sur la nouvelle ligne Premium continuent. La semaine dernière c'est les plateformes des postes mise en place barre de toit de LSR qui ont fait des siennes. Côté droit tout d'abord où le système d'indexage ne fonctionnait plus, obligeant le salarié tenant un poste labellisé (sic !) à descendre de sa plateforme pour la pousser à la main ! Et en fin de semaine on a frôlé la catastrophe après qu'un défaut électrique sur le bouton de recul de la plateforme côté gauche a rendu celle-ci incontrôlable ! Avec des investissements d'installations à bas coût, on n'en a pas fini avec les drames et les accidents.



CHAMPION !

On commence à voir les conséquences du serrage de vis de Tavares dans les secteurs du Montage. Le RU de MV1 a menacé de sanctionner les membres de son équipe au 3ème défaut. C'est plus facile de menacer que de tenir des postes et des cadences ! Si on pouvait sanctionner la connerie...

APRÈS L'HEURE, C'EST PLUS L'HEURE

En plus des vitesses de ligne accélérées, il y a des RG et des RU, comme en MV, qui n'hésitent pas à arrêter la ligne une minute plus tard, et même quand il y a overtime. Pourtant en termes de pauses, ils en connaissent un rayon !

FAUT QUE ÇA CHAUFFE !

Le froid arrive, plus fort au HAM, au LSR, à l'Habillage Porte. PSA fait comme toujours des économies de chauffage et cette année, refuse de donner des pulls aux intérimaires. Il est temps qu'on aille vers le réchauffement du climat social !

EMBAUCHÉ À PEUGEOT : EST-CE VRAIMENT UN RÊVE ?

PSA fait passer des tests d'embauche. Mais il n'y aura qu'une embauche par RG au Montage. Vu le nombre de RG, on a vite compté !

BONJOUR LA SÉCURITÉ !

Au Kitting MV Droit à l'appro batterie, TA, une collègue a été aspergée par une projection d'acide de batterie. Sa chef l'a envoyée aux toilettes se rincer. Le lendemain la collègue avait des taches rouges là où l'acide l'avait touchée. Soigner, c'est un métier qui s'exerce dans un endroit appelé infirmerie.

Y A PAS DE PETITS PROFITS

Le 26 octobre on a eu un exercice incendie. La loi oblige les entreprises à en faire 2 par an, ce que Peugeot ne respecte jamais. Sauf ce jour-là, parce qu'il manquait des pièces !